A Messieurs les Gouverneurs de province;

A Messieurs les Bourgmestres;

Aux Membres de l'Inspection de l'enseignement préscolaire et primaire subventionné;

Aux Vérificateurs de l'enseignement préscolaire et primaire;

Aux Directions des écoles préscolaires et primaires officielles subventionnées;

Pour information :

Aux Syndicats du personnel enseignant;

Aux Associations de parents.

Objet :

Responsabilité civile et pénale au bassin de natation.

A297 B295 D429 E238 I306 L229

Ayant été saisi à de multiples reprises, de questions relatives à la responsabilité, tant civile que pénale, des membres du personnel accompagnant les enfants aux bassins de natation, je crois bon de vous communiquer ci-après les éléments de réponse qui m'ont été communiqués à ce sujet par la S.M.A.P.

« Nous vous confirmons que les polices d'assurance scolaire souscrites auprès de notre société garantissent normalement la responsabilité civile pouvant incomber aux pouvoirs organisateurs, à la direction des écoles et aux membres du personnel de celles-ci du chef d'accidents causés à des tiers (y compris les élèves) lors des activités de natation organisées dans le cadre du programme scolaire.

Notre société n'impose pas de règlement en matière de surveillance des élèves lors des activités de natation. De tels règlements relèvent de l'autorité administrative dont dépendent les écoles et nous n'avons pas qualité pour nous substituer à elle. Nous préférons d'ailleurs nous en remettre aux éventuelles règles existant en la matière et au bon sens des chefs d'école et des membres du personnel d'encadrement. Il est néanmoins évident qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à la sécurité des enfants et intervenir efficacement en cas de danger.

Il ne faut pas perdre de vue que si, comme nous l'avons dit ci-avant, la *responsabilité civile* des divers assurés est bien garantie, il n'en est bien sûr pas de même des poursuites *pénales* ou des sanctions administratives dont ceux-ci pourraient faire l'objet, par exemple à la suite d'une carence manifeste dans l'organisation de la surveillance; ce dernier aspect du problème demeure tout à fait étranger à l'assurance.

Nous tenons en outre à vous signaler, que les professeurs ou autres responsables chargés d'encadrer les élèves ne sont pas dispensés, même s'ils ne savent pas nager, de leur mission de surveillance par le simple fait de la présence de maîtres-nageurs attachés à la piscine. A l'inverse, la même remarque peut s'appliquer aux maîtres-nageurs. Il est évident que les tâches respectives se complètent et qu'en cas d'accident, suivant les circonstances, la responsabilité de l'un, de l'autre ou de chacun pourra être invoquée et retenue.

Notons pour terminer, que la police d'assurance scolaire ne couvre pas la responsabilité civile :

- des maîtres-nageurs attachés à la piscine; ce risque doit faire l'objet de l'assurance de l'exploitant;
- des personnes bénévoles (parents, par exemple) accompagnant les enfants, sauf si une extension particulière est prévue en leur faveur. Dans l'hypothèse où ces personnes prestent pour une association de

parents, il appartient en principe, à celle-ci de souscrire les assurances nécessaires.

Le Directeur général,
J. SCHEUER.

CIRCULAIRE DU 27 FEVRIER 1984

A Messieurs les Gouverneurs de province;

A Messieurs les Bourgmestres;

Aux Membres de l'Inspection de l'enseignement préscolaire et primaire subventionné;

Aux Vérificateurs de l'enseignement préscolaire et primaire;

Aux Directions des écoles préscolaires et primaires officielles subventionnées;

Aux pouvoirs organisateurs et Directions des écoles préscolaires et primaires libres subventionnées.

Pour information :

Aux Syndicats du personnel enseignant;

Aux Associations de parents.

Objet :

Formation continuée des enseignants du fondamental.

A298 B296 D430 E239 I307 J306 L230

En complément à mes circulaires du 21 septembre 1983 et du 11 janvier 1984, j'ai l'honneur de vous informer que Monsieur le Ministre a marqué son accord pour que les mesures relatives à la